

# COLOMBIE - « Fracking responsable » et autres aberrations du gouvernement

Rodrigo Bernardo Ortega

mardi 18 décembre 2018, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Jeudi 13 décembre 2018.

Le vote contre le fracking à Fusagasugá (province de Cundinamarca) a été sans appel : 99,18% des votants a rejeté radicalement l'exploitation d'hydrocarbures à proximité du páramo de Sumapaz. À la question : « Êtes-vous d'accord pour que dans la province de Fusagasugá aient lieu des activités d'exploration, de perforation et de production d'hydrocarbures, de fracking et d'exploitation minière à grande échelle ? », 39 175 personnes ont répondu non et seules 202 personnes ont soutenu l'initiative (<https://www.eltiempo.com/bogota/fusagasuga-le-dijo-no-a-fracking-y-mineria-en-la-consulta-283890>).

Même si le recensement électoral pour la consultation était de 104 538 citoyens, le seuil estimé des votes de 34 846 a été largement dépassé, raison pour laquelle le mandat public s'oriente vers le rejet de l'exploitation des ressources du sous-sol. Cette décision n'est pas sans importance. En effet, selon la sénatrice du Parti vert, Angélica Lozano, le páramo de Sumapaz est le plus grand du monde et alimente en eau potable 15 % de la population colombienne (<https://www.semana.com/nacion/articulo/en-viv--fusagasuga-sale-a-rechazar-el-fracking-y-la-mineria-en-las-urnas/587730>). En réalité c'est le principal approvisionnement en eau de Bogotá et des municipalités voisines, raison pour laquelle cette consultation peut être considérée comme historique, comme une manifestation de la souveraineté populaire, pour éviter l'exploitation irresponsable et la pollution d'une des ressources hydriques les plus importantes du pays.

Malgré ce qui vient de se passer, le fracking est à nouveau au centre du débat en Colombie. En dépit de la décision démocratique prise à Fugasugá, qui s'ajoute à d'autres expériences similaires dans le Boyacá et le Tolima, le président d'Ecopetrol, Felipe Bayón, a annoncé la mise en place d'une expérimentation pilote, en 2019, dans le but d'évaluer « avec l'université, les communautés, les environnementalistes, entre autres secteurs, les impacts et les bénéfices qu'apporterait au pays cette technique d'exploitation des hydrocarbures » (<http://www.elcolombiano.co/acking-en-colombia-EX9572622>).

Le projet pilote qui sera conduit dans les environs de Barrancabermeja sur une zone de 150 kilomètres de long sur 60 kilomètres de large peut inclure sept autres départements en plus du Santander.

Selon ce haut fonctionnaire, les réserves pétrolières du pays permettent d'envisager une autosuffisance pour six ans, raison pour laquelle les explorations dans le Moyen Magdalena pourraient tripler les réserves, entre 2000 et 7000 millions de barils. Cependant les risques environnementaux de la fracturation hydrauliques sont évidents, raison pour laquelle le président de la compagnie pétrolière a déclaré solennellement « Nous n'allons pas faire en sorte que l'eau rivalise avec le pétrole, si à un moment nous pensions que l'une de nos opérations avait un impact sur l'eau, nous ne la mettrions pas à exécution car notre engagement dans le respect de l'environnement est total ». En dépit de ces déclarations, il est certain que les opérations lucratives pour le gouvernement de Duque sont la priorité, raison pour laquelle, dans le cas où Ecopetrol trouveraient des gisements potentiels, il n'hésiterait pas à sacrifier l'environnement au bénéfice du capital étranger. Nous verrons bien le jour venu !

La volonté du premier mandataire d'augmenter les réserves d'hydrocarbures est telle que son administration est allée jusqu'à parler de « fracking responsable ». Cette énormité, comme l'a dit le gouverneur de Boyacá, Carlos Andrés Amaya, « c'est comme de dire à une femme que l'on va la violer de

façon responsable » (<https://www.elespectador.com/noticias/politica/decir-fracking-responsable-es-omo-decirle-una-mujer-que-la-van-violar-responsablemente-gobernador-articulo-809858>). Bien que la comparaison puisse paraître choquante elle n'est pas loin de la vérité. Il y a des preuves scientifiques rigoureuses de diverses universités dans le monde qui ont attesté que la fracture hydraulique engendre de graves impacts sur l'environnement comme la pollution des sources d'eau potable et altère la fertilité de la terre. Le contraire n'a jamais été démontré de façon évidente, c'est-à-dire, comme l'assure la ministre des mines et de l'énergie, María Fernanda Suárez, que cette technique puisse être employée de « manière responsable et durable ». Comment peut-on perforer la terre, la remplir de produits chimiques dangereux et augmenter le risque sismique, de façon responsable ? Si des pays comme la France, l'Allemagne et même certains États des États-Unis ont interdit ce type d'exploitation, pourquoi la Colombie s'obstine-t-elle à tenter des explorations de ce type ? La réponse est à chercher dans le manque d'indépendance du gouvernement d'Iván Duque dans son rapport aux grands entrepreneurs qui ont financé sa campagne. D'où l'importance de la résistance civile pour prévenir ce type de décision.

L'autre aberration du gouvernement de Duque est de prétendre transformer le fracking en une alternative viable pour réactiver l'économie du pays. Outre la perspective du saccage environnemental, l'administration actuelle tente d'imposer une des réformes tributaires les plus régressives de tous les temps. De fait, le très contesté ministre du commerce Alberto Carrasquilla a proposé d'imposer la TVA (taxe à la valeur ajoutée) sur tous les produits du panier de la ménagère, ce qui signifierait, pour les familles de classe moyenne et de faibles revenus, subir de lourdes augmentations sur les produits de première nécessité. S'ajoutant à cette proposition injuste, les chefs d'entreprises verraient leurs impôts diminuer et, au nombre des secteurs favorisés, seraient ceux qui se consacrent à l'exploitation des hydrocarbures. L'équation est évidente : tandis que les classes populaires soutiendront, via l'impôt, les actions gouvernementales, sous prétexte de « réactiver l'économie », Ecopetrol disposera d'énormes hectares pour mettre à exécution son exploitation « responsable » d'hydrocarbures qui sera financée par les contributions levées par Carrasquilla. En quelques mots, les Colombiens paieront pour qu'un petit nombre d'entreprises extraient leurs ressources, dégradent l'environnement et dévastent fleuves et forêts.

Et, comme si cela ne suffisait pas, dans cette situation complexe, la Cour constitutionnelle a annulé une décision du Tribunal des contentieux administratifs du Meta, concernant une consultation populaire qui a permis de freiner l'extraction du pétrole à Cumaral sous la responsabilité de la multinationale Monsrovar Energy (<https://www.eltiempo.com/justicia/cortes/corte-dice-que-consultas-populares-no-pueden-prohibir-la-mineria-280098>). Le haut tribunal a imposé, par son jugement, des limites aux consultations populaires, ce qui signifie que ce mécanisme de participation ne pourra pas à l'avenir s'opposer aux activités en relation avec l'extraction pétrolière et minière. Autrement dit, la Cour constitutionnelle a privé les communautés du seul instrument juridique pour la protection de leurs droits et a laissé la voie libre aux multinationales pour qu'elles puissent reprendre leurs activités économiques. Le gouvernement national, et en particulier le ministère des mines et de l'énergie, ont salué cette décision comme un « signe important pour la sécurité juridique du secteur (mines et énergie), et pour le renforcement du dialogue et de la participation citoyenne ». Mais, de quel dialogue et de quelle participation la ministre parle-t-elle ? Si toutes les manifestations de la souveraineté populaire sont affaiblies, quelles alternatives ont les populations affectées ? Tout cela remet en question non seulement la consultation qui a eu lieu à Fusagasugá mais aussi les diverses mobilisations populaires qui tendent à limiter les actions préjudiciables des compagnies pétrolières.

Le gouvernement néoconservateur d'Iván Duque, qui est contrôlé par l'ex président contesté Álvaro Uribe Vélez et par les groupes économiques les plus radicaux du pays, n'a pas inscrit dans son programme la protection des droits des populations vulnérables et encore moins les questions environnementales. Il vient de le démontrer avec sa décision de constituer une « commission d'experts » qui sera chargée d'étudier les impacts du fracking en Colombie, ainsi que la régulation normative sur laquelle on compte pour atténuer les risques possibles de l'emploi de cette technique. Néanmoins, comme l'a dit l'ex-contrôleur Edgardo Maya, « dans la perspective de l'épuisement de certaines ressources naturelles non renouvelables on cherche désespérément des alternatives mais le pays n'est pas suffisamment préparé à atténuer les risques de l'emploi de cette technique et les dégradations de ressources vulnérables et indispensables à la vie pour la continuité du développement économique de notre pays »

(<https://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/gobierno-da-otro-paso-p-ra-la-implementacion-del-fracking-en-colombia/41583>). Cette déclaration résume la complexité de la situation et le manque de critères scientifiques au moment d'aborder une question aussi délicate que la perforation hydraulique. Malgré tout, le gouvernement s'obstine à démontrer par différents moyens que le fracking est l'alternative du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans cette perspective, 2019 sera une année difficile pour les communautés ethniques et culturelles qui ont lutté contre l'exploitation minière et pétrolière car, comme nous l'avons déjà dit dans d'autres articles, la fracturation hydraulique cause des dommages considérables à la terre, est une source de pollution permanente des aquifères et autres réserves d'eau potable. Si on considère le blocage légal auquel sera exposée l'expression des communautés par la décision de la Cour constitutionnelle il est probable que des mobilisations sociales auront lieu, comme la mémorable grève agraire paysanne (Paro agrario campesino) de 2013 ou les manifestations récentes des étudiants. Il est clair que les communautés devront descendre dans la rue pour défendre leurs droits contre l'intransigeance du gouvernement central. Le modèle d'exploitation économique, promu depuis le Palais Nariño (et appuyé par Washington), n'est pas une surprise, et les manifestations populaires seront donc déterminantes pour affronter cette « économie orange ».

C'est pour cette raison que s'impose la nécessité de se demander quelle alternative ont les secteurs de l'opposition pour éviter l'introduction définitive du tracking en Colombie ? Le premier acte symbolique a déjà réussi à recueillir 100 000 signatures de la part de Alliance Colombie libre de fracking qui ont été déposées au Congrès national dans le but de montrer le soutien populaire au projet de loi sur l'interdiction définitive de cette technique dans le pays (<https://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/cien-mil-firmas-contra-el-fracking-en-colombia/41572>). Néanmoins il sera difficile de se faire entendre car le gouvernement compte un grand nombre de congressistes qui bloqueront toutes les initiatives promues par les groupes alternatifs, surtout si elles sont contraires à leurs intérêts.

Une lumière au bout du tunnel a été la décision récente du Conseil d'État qui, par une résolution, a suspendu provisoirement les actes administratifs qui permettaient au gouvernement de fixer les critères d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans des gisements non conventionnels.

En d'autres termes le Haut Tribunal a assuré que « l'autorisation en Colombie de la technique de stimulation hydraulique peut entraîner un dommage potentiel ou un risque pour l'environnement et la santé humaine, dont la gravité et l'irréversibilité se fondent sur l'insuffisance des mesures adoptées » (<https://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/gobierno-da-otro-paso-p-ra-la-implementacion-del-fracking-en-colombia/41583>). Dans ce sens la commission de la troisième commission du Conseil d'État a affirmé clairement une position qui soutient les secteurs qui promeuvent la protection de l'environnement et le principe de précaution, tant que ne sont pas connus avec précision les supposés avantages de la fracturation hydraulique. S'il respectait la décision de la représentation judiciaire le gouvernement devrait chercher des alternatives pour favoriser « l'économie orange » car le fracking serait non viable dans le pays.

D'autre part, la résistance doit s'adresser à des groupes de pression conservateurs pour qui toute manifestation populaire contre l'exploitation minière relève du « fondamentalisme environnemental » (<https://www.semana.com/opinion/articulo/rehenes-del-fundamentalismo-ambiental-por-al-onso-cuellar/582321>). Dans cette perspective, toute tentative de spéculation dans le secteur minier et énergétique est « monopolisée » par les groupes des opposants environnementalistes qui, grâce au lobby international, ont affecté significativement cette industrie. Cependant, comment ne pas critiquer un secteur qui génère des situations d'iniquité, de monopoles et des dommages sévères à l'environnement. Ce n'est pas une question de fondamentalisme mais de réalité car ce sont deux modèles de pays qui sont en jeu : l'un qui promeut l'usage durable et responsable des ressources, qui est en faveur des processus d'intégration sociale et valorise les parties, et l'autre, un modèle ancré dans le pouvoir qui a pour priorité l'établissement de profits et de priorités aux multinationales, sous le parapluie de « l'investissement étranger » qui n'est pas autre chose que l'imposition d'une vision économiciste des relations sociales.

---

<https://www.alainet.org/es/articulo/197057>

Traduction française de **Françoise Couëdel**.